

Canadian Institute of Public Opinion, listened to a radio broadcast about the war each day, Lambton often comes across as merely glancing at events overseas. At several junctures, the war takes a back seat to descriptions of her love of art or to detailed accounts of vacations in the countryside. The limited extent to which *Sun in Winter* captures the mood of wartime Canada also projects from its many passages telling of Lambton's sympathy for the victims of the war, including Japanese-Canadians and German casualties of allied bombing raids. The book also reveals Lambton's heavy involvement with the labour movement — including a wartime job with the United Steelworkers of America — and the Cooperative Commonwealth Federation. Indeed, her friends and work colleagues often read as a veritable who's who of Canada's political left, and it often seems that more pages are devoted to discussing ideological debates within the CCF than the war itself.

The book also suffers considerably from the lack of a general introduction. Many issues Lambton covers require greater explanation and reference to a broader context. While she writes at length about accommodation shortages in Toronto, they were, in fact, far less severe than those in many other cities, including Vancouver, Halifax, and Ottawa. She portrays tenants as being at the mercy of landlords, but very strict rental rate and eviction control guidelines were administered by the Wartime Prices and Trade Board. Then there is the matter of the British War Guests. From her account, readers do not get a sense of how many such refugees came to Canada; the number who were privately sponsored, like Lambton and her children, versus publicly financed through the Children's Overseas Reception Board; how well the newcomers adapted; and how many settled permanently — like the author and her children — rather than returning home. The text also contains some mistakes — like the comment that wives with husbands in uniform received a Mother's Allowance rather than a Dependant's Allowance — and lapses in copy editing. Still, *Sun in Winter* remains an important addition to the few first-hand accounts on Canada's home front. It is a lively and often poignant reminder of the hardships faced by those left behind and a story of a woman who, like millions of others, not only helped win the war, but also emerged as more confident, resourceful, and independent.

Jeff Keshen
University of Ottawa

LÉGARÉ, Anne — *Le Québec otage de ses alliés : les relations du Québec avec la France et les États-Unis*, Montréal, VLB éditeur, 2003, 328 p.

Voici un ouvrage de grande qualité qui éclaire fort heureusement les relations internationales majeures du Québec. Anne Légaré y dénonce brillamment des illusions optimistes en ce qui a trait aux prétendus appuis apportés à la cause du Québec aux États-Unis et en France. Elle démontre que la position américaine à l'égard du Québec doit être comprise d'abord et avant tout à la lumière des relations exceptionnelles qu'entretiennent le Canada et les États-Unis. Après avoir fait la critique d'un concept de l'américanité québécoise susceptible à ses yeux de conforter l'américan-

nisation du Québec et d'atténuer sa spécificité, l'auteure se tourne vers la relation franco-québécoise qui recèle aussi une bonne part de désillusions. Surtout depuis le référendum de 1995, la France a privilégié ses rapports avec le Canada, comme en font foi les paroles dithyrambiques du Président Chirac à l'endroit du Premier ministre Chrétien à l'occasion de la dernière visite officielle de ce dernier en France.

L'auteure propose une réorientation de la politique internationale du Québec devant illustrer la liberté de l'ordre politique par rapport aux contraintes économiques. Le Québec devrait donc s'employer à défendre la diversité culturelle, dont il témoigne déjà en Amérique du Nord, dans le cadre d'une mondialisation sauvage et sans égard aux souverainetés et aux valeurs humanistes. C'est ici que les responsables québécois se sentiraient bien davantage sur la même longueur d'ondes avec les Français plutôt qu'avec les Américains, dans la mesure où la France plaide un peu partout la cause d'un monde multipolaire préservant un espace pour les souverainetés et les cultures diverses.

Il ne s'agit pas du tout, selon l'auteure, de dévaloriser la présence québécoise aux États-Unis qui correspond à ses intérêts économiques et aussi culturels. Si elle réproouve certaines orientations du libre-échange et les menaces d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) qui ne tiendrait pas compte des politiques sociales, environnementales et culturelles de ses membres, elle ne remet pas en cause le traité de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et ses retombées positives sur le bien-être économique des Québécois. Elle établit d'ailleurs très bien les assises de la position québécoise : « [...] le Québec se situe au carrefour de deux cultures. Cette bipolarité fait sa force. Ni la France ni l'Amérique ne peuvent prétendre l'assimiler ni le confondre » (p. 184). Le maintien d'une relation privilégiée avec la France, voire un renforcement de cette relation, ne saurait donc signifier en aucune façon « un alignement aveugle sur la France » (p. 247). La position de la France à l'endroit des États-Unis pourrait inspirer le Québec « sans avoir à être imitée » (p. 244), car il est bien évident que l'insertion nord-américaine du Québec lui impose des contraintes. Cela doit être souligné et limite en quelque sorte le processus de « déterritorialisation » et de distanciation de la politique internationale du Québec qui est ici proposé à juste titre.

Anne Légaré était singulièrement bien préparée à écrire ce livre. Ayant été conseillère en relations internationales auprès du Parti québécois, elle porte un regard critique sur la politique extérieure du Québec depuis une bonne vingtaine d'années. Elle a représenté le gouvernement québécois d'abord à New York et à Washington durant la période cruciale qui a précédé le référendum de 1995, puis, jusqu'au printemps de 1996, à titre de délégué à Boston. Elle a œuvré par la suite à Paris durant trois ans, en tant que codirectrice du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise. Tout cela, ajouté à un remarquable sens de l'analyse et de la réflexion critique, confère à son dernier ouvrage une richesse qu'on ne saurait trouver ailleurs.

Le livre de Légaré appelle cependant quelques réserves. Notons d'abord que les relations américano-québécoises y sont envisagées presque exclusivement sous l'angle de l'accession possible du Québec à la souveraineté. Cela se comprend bien, compte tenu de l'atmosphère qui prévalait au moment où l'auteure représentait le Québec aux États-Unis. Elle écrit cependant fort à propos : « Les véritables motifs de

la présence du Québec aux États-Unis ne sont pas la préparation des référendums. Souverain ou pas, le Québec a des intérêts commerciaux, mais aussi politiques et culturels que lui seul peut défendre dans la continuité, quel que soit le gouvernement en poste à Québec » (p. 159). Elle se concentre toutefois sur l'opposition du gouvernement américain et des élites américaines au projet souverainiste et finit par donner l'impression que les Américains sont fondamentalement hostiles à ce que le Québec représente en Amérique du Nord, ce qui demeure éminemment discutable, sinon contredit par les faits.

Quant au projet souverainiste, Légaré a bien raison de rappeler qu'il n'a jamais joui d'une « neutralité bienveillante » de la part des dirigeants américains. Dès les premiers mois d'un gouvernement souverainiste au Québec en 1977, le Président Carter a énoncé une politique en trois points à l'égard du projet souverainiste qui ne s'est pas démentie pour l'essentiel :

- 1) le gouvernement américain souhaite fortement que le Canada demeure uni;
- 2) il n'entend pas intervenir dans le cours de la politique interne du Canada;
- 3) il respectera le choix démocratique des Canadiens (notez bien : « des Canadiens » et non « des Québécois »).

L'article 2 de ce programme a été assez bien respecté durant la campagne référendaire de 1980, de même que durant les débats constitutionnels qui ont suivi. En 1995, cependant, en raison de la présence d'un ambassadeur très politisé à Ottawa, les interventions publiques en faveur du maintien de l'unité canadienne furent plus fréquentes. L'article 1 a eu raison de l'article 2 en quelque sorte. Quant à l'article 3, il ne peut être que l'objet de conjectures. Légaré cite plusieurs textes d'universitaires ou d'anciens hauts fonctionnaires américains qui ont disserté sur cette échéance. La plupart s'entendent pour prévoir que le gouvernement américain, confronté à un résultat référendaire en faveur de la souveraineté du Québec, agirait prudemment, cherchant d'abord à conserver ses liens privilégiés avec la majorité canadienne, retardant le plus possible l'échéance de la reconnaissance diplomatique mais s'appliquant aussi éventuellement à persuader les Canadiens des autres provinces de maintenir un partenariat avec le Québec souverain. Notons bien qu'il s'agit là de conjectures de la part d'Américains éclairés et sans doute influents mais, en aucune façon, d'un plan d'action concocté au sein du gouvernement fédéral des États-Unis, contrairement à l'impression que peut nous laisser Légaré. Elle va même jusqu'à écrire que la politique américaine à l'endroit du Québec aurait été conçue au Conseil de sécurité nationale (p. 156), un organisme où sont élaborées les grandes stratégies internationales des États-Unis. L'expérience de l'auteure peut lui donner des raisons de croire qu'il en est ainsi. Comme elle n'en fournit cependant aucune preuve, on peut se permettre de douter que la question du Québec ait joui d'une telle importance dans les grands conseils du gouvernement américain.

Le livre en vient aussi à confondre fréquemment la politique canadienne et la politique américaine. Il est bien vrai que Washington respecte profondément la position de son allié privilégié en matière québécoise. Mais il faut bien voir que les principales lignes de force de la lutte au projet souverainiste émanent d'abord et avant

tout d'Ottawa, non de Washington. La loi sur la clarté, par exemple, a pu faire l'affaire des Américains, mais on n'a pas démontré que ce sont eux qui l'ont conçue.

Quant au second volet de l'ouvrage, il est l'objet des réflexions les plus profondes et les plus inspirantes de l'auteure. On ne peut que souhaiter avec elle que l'humanisme en vienne à tenir le coup devant l'économisme ambiant, que le Québec participe activement à cette lutte et maintienne une certaine distanciation par rapport à l'hégémonie culturelle américaine.

Il ne faudrait pas pour autant en venir à oublier deux impératifs fondamentaux de la politique québécoise. D'abord, le Québec ne gagnerait rien à négliger ses orientations nord-américaines. Même si la politique ne doit pas être toute soumise aux intérêts économiques, elle se doit tout de même de s'y adapter. Par exemple, si nous souffrons du fait que les grands traités de libre-échange du continent américain sont peu respectueux des intérêts et aspirations de la société civile, faudrait-il pour cela se résigner à ce qu'il en soit toujours ainsi? Faudrait-il abandonner l'espoir, si lointain soit-il, d'une véritable citoyenneté nord-américaine? Le Québec devrait-il laisser tomber des institutions comme les Accords américano-québécois pour la jeunesse? Anne Légaré témoigne elle-même de l'importance de maintenir une présence active aux États-Unis, ne serait-ce que pour contrer l'énorme diplomatie canadienne qui transmet trop souvent une image déformée du Québec.

Quant à l'américanité du Québec, ne demeure-t-elle pas une marque essentielle de la contribution québécoise à la Francophonie? S'il se trouve des Français pour déplorer que les Québécois soient trop américains, il s'en trouve aussi pour souhaiter que nous demeurions une « passerelle » (p. 244) entre l'Europe et les États-Unis.

On me permettra de relever en terminant une petite erreur. L'auteure mentionne, à deux reprises, la « Flechter School of Diplomacy de Harvard » (p. 61, 168). Il aurait fallu écrire *Fletcher School* de l'Université Tufts.

Cet ouvrage, écrit dans une langue limpide et élégante, est incontournable pour quiconque s'intéresse un tant soit peu aux relations internationales du Québec.

Louis Balthazar
Université Laval

LEWIS, Judith S. — *Sacred to Female Patriotism: Gender, Class, and Politics in Late Georgian Britain*. New York and London: Routledge, 2003. Pp. 262.

The casual student of eighteenth-century history retains one indelible image of the role of aristocratic women in politics. It is that of Georgina, Duchess of Devonshire, kissing a butcher to secure a vote for Charles James Fox in the Westminster election of 1784. Supposedly her intervention represented a brazen departure from the traditional quiescence of upper-class women in public life. There are two problems with the story, however: first, it did not actually happen; and secondly, as Judith Lewis shows in her splendid book, it misrepresents the true picture of the role of aristocratic women in late Georgian politics.

That role was a considerable one, albeit often undertaken discretely, and it pro-